

dans le Vietnam du Sud cessera également. D'après certains indices, c'est le sens que prendraient les déclarations de principe des États-Unis. Si on craint au Vietnam du Nord communiste, à Pékin, à Moscou ou ailleurs que les États-Unis ne quittent pas le Vietnam du Sud une fois les négociations de paix entreprises, ou peut-être même terminées, j'aimerais préciser qu'à ma connaissance les États-Unis n'ont aucune intention de rester au Vietnam du Sud.

[...] Ce que j'essaie de souligner, c'est que si l'on cesse de soupçonner les États-Unis de vouloir rester indéfiniment au Vietnam, et si l'on peut persuader ces pays que la présence des États-Unis n'a pour but que d'aider un gouvernement qu'ils considèrent comme la victime d'une agression, la situation pourrait alors s'améliorer. Si l'on peut convaincre ces gens qu'avec l'arrêt de cette agression — comme la conçoivent les États-Unis et le Vietnam du Sud — et le début de négociations de paix, les États-Unis commenceront à retirer leurs forces et ne feront pas du Vietnam du Sud une base militaire — je crois en effet qu'ils n'ont pas l'intention — si l'on peut les convaincre que ces négociations donneront à la population la possibilité de choisir librement son destin en tant que pays neutre, si elle le désire, je suis sûr que les résultats seront alors bénéfiques.

A mon avis, il importe de dissiper toute crainte. Nous avons senti l'existence de ce sentiment lors de tous les pourparlers que nous avons eus avec les représentants communistes. Ils disent que si les Américains y ont amené tant d'effectifs armés et y ont aménagé tant de services et d'installations, portuaires et autres, c'est qu'ils ont l'intention d'y rester. La dissipation de cette crainte constituerait un grand pas en avant. La paix en est le prix. Les habitants de la région doivent aussi avoir l'occasion de se prononcer librement sur ce qu'ils veulent faire et sur le régime qu'ils désirent. Si nous pouvions dissiper ces craintes, nous avancerions beaucoup dans la voie de la paix, mais c'est là un objectif vraiment très difficile à réaliser.

Je ne crois pas qu'il soit utile d'en dire plus en ce moment si ce n'est pour répéter peut-être ce que disait l'autre jour le secrétaire d'État aux Affaires extérieures : les conversations que nous avons eues récemment ainsi que sa visite à Moscou et en Pologne ne permettent guère d'augurer une amélioration immédiate de la situation. Il existe, par ailleurs, de très grandes différences de vues entre notre pays et les autres pays occidentaux d'une part et l'URSS d'autre part, bien que cette dernière soit, je crois, aussi désireuse que nous de mettre fin à cette guerre. Elle estime toutefois que cet objectif ne pourra être atteint avant que les États-Unis n'aient mis fin à leurs bombardements et à leurs attaques et qu'ils aient amorcé le retrait de leurs troupes. C'est à ce moment-là seulement, selon l'URSS, que le Vietnam du Nord réagira dans le sens que nous espérons. Les États-Unis estiment qu'on ne devrait leur demander de prendre cette initiative, s'il n'y a pas d'espoir raisonnable de négociations et de paix. Un règlement rapide du conflit semble donc peu probable.

Des députés ont parlé de la Rhodésie. Je tenterai donc de traiter de certains points qu'ils ont soulevés. Selon moi, la conférence des premiers